

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 19/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KEM ONE France

Ecopolis Lavéra Sud
BP n°3
13117 Martigues

Références : FR/JPP-D-2025-0052
Code AIOT : 0006400942

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2024 dans l'établissement KEM ONE France implanté Ecopolis Lavéra Sud BP n°3 13117 Martigues. L'inspection a été annoncée le 17/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KEM ONE France
- Ecopolis Lavéra Sud BP n°3 13117 Martigues
- Code AIOT : 0006400942
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement Kem One de Lavéra appartient au groupe Kem One qui dispose de huit sites industriels en France et d'un site industriel en Espagne. Classé au 3ème rang européen pour la

production de polychlorure de vinyle (PVC), le siège social du groupe est situé en France. Implanté sur site depuis 1963, l'établissement de Lavéra produit du chlore, de la soude, de l'hydrogène, de l'acide chlorhydrique, de l'eau de javel, du chlorure de vinyle monomère (CVM) utilisé pour fabriquer le PVC, des chlorures de méthyle supérieurs (CMS) et des chlorures ferriques.

Thèmes de l'inspection :

- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29	Sans objet
2	Capacités et tuyauteries	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
3	Réservoirs aériens cylindriques verticaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4	Sans objet
4	Massifs des réservoirs et cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet
5	Mesures de maîtrise des risques instrumentées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection avait pour objectif de faire un point sur le périmètre des équipements et ouvrages soumis au plan de modernisation des installations industrielles (PMII), ainsi que de contrôler, par sondage, l'organisation, la définition et la réalisation des programmes et plans d'inspection de ces équipements et ouvrages.

L'exploitant a une bonne maîtrise du sujet du plan de modernisation des installations industrielles (PMII). Il applique notamment correctement l'ensemble des guides techniques reconnus par l'administration, que ce soit pour la définition du périmètre des équipements et ouvrages soumis ou pour la définition et la réalisation des programmes et plans d'inspection. Par sondage, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement a pu vérifier la bonne réalisation des visites et inspections de ces équipements et ouvrages et la traçabilité de ces actions (rapports de visite, réalisation et traçabilité des actions correctives y découlant, etc).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement
Prescription contrôlée : 29-1. Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement. Ce plan comprend : -des visites de routine ; -des inspections externes détaillées ;

-des inspections hors exploitation détaillées pour les réservoirs de capacité équivalente de plus de 100 mètres cubes. Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection.

29-2. Les visites de routine permettent de constater le bon état général du réservoir et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible. Une consigne écrite définit les modalités de ces visites de routine. L'intervalle entre deux visites de routine n'excède pas un an.

29-3. Les inspections externes détaillées permettent de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection.

Ces inspections comprennent a minima :

- une inspection visuelle externe approfondie des éléments constitutifs du réservoir et des accessoires (comme les tuyauteries et les événements) ;
- une inspection visuelle de l'assise ;
- une inspection de la soudure entre la robe et le fond ;
- un contrôle de l'épaisseur de la robe, notamment près du fond ;
- une vérification des déformations géométriques éventuelles du réservoir, et notamment de la verticalité, de la déformation éventuelle de la robe et de la présence d'éventuels tassements ;
- l'inspection des ancrages si le réservoir en est pourvu ;
- des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu.

Ces inspections sont réalisées au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. Une fréquence différente peut être prévue par arrêté préfectoral pour les réservoirs liés à des unités de fabrication.

29-4. Les inspections hors exploitation détaillées comprennent a minima :

- l'ensemble des points prévus pour l'inspection externe détaillée ;
- une inspection visuelle interne approfondie du réservoir et des accessoires internes ;
- des mesures visant à déterminer l'épaisseur restante par rapport à une épaisseur minimale de calcul ou une épaisseur de retrait, conformément, d'une part, à un code adapté et, d'autre part, à la cinétique de corrosion. Ces mesures portent a minima sur l'épaisseur du fond et de la première virole du réservoir et sont réalisées selon les meilleures méthodes adaptées disponibles ;
- le contrôle interne des soudures. Sont a minima vérifiées la soudure entre la robe et le fond et les soudures du fond situées à proximité immédiate de la robe ;
- des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu.

Les inspections hors exploitation détaillées sont réalisées aussi souvent que nécessaire et au moins tous les dix ans, sauf si les résultats des dernières inspections permettent d'évaluer la criticité du réservoir à un niveau permettant de reporter l'échéance dans des conditions prévues par un guide professionnel reconnu par le ministère chargé du développement durable. Ce report ne saurait excéder dix ans et ne pourra en aucun cas être renouvelé. A l'inverse, ce délai peut être réduit si une visite de routine ou une inspection externe détaillée réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.

29-5. Les écarts constatés lors de ces différentes inspections sont consignés par écrit et transmis aux personnes compétentes pour analyse et décision d'éventuelles actions correctives.

29-6. Les inspections externes et hors exploitation sont réalisées :

- par des services d'inspection de l'exploitant reconnus par le préfet ou le ministre chargé du développement durable ; ou
- par un organisme indépendant habilité par le ministre chargé de la sécurité industrielle pour toutes les activités de contrôle citées à l'article L. 557-28 du code de l'environnement ; ou
- par des inspecteurs certifiés selon un référentiel professionnel reconnu par le ministre chargé du développement durable ; ou
- sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet, apte à reconnaître les défauts susceptibles d'être rencontrés et à en apprécier la gravité. Le préfet peut récuser la personne ayant procédé à ces inspections s'il estime qu'elle ne satisfait pas aux conditions du présent alinéa.

Lorsqu'un guide professionnel portant sur le contenu détaillé des différentes inspections est reconnu par le ministre chargé du développement durable, l'exploitant le met en œuvre sauf s'il justifie le recours à des pratiques différentes.

Lorsque les réservoirs présentent des caractéristiques particulières (notamment de par leur matériau constitutif, leur revêtement ou leur configuration) ou contiennent des liquides inflammables de caractéristiques physico-chimiques particulières, des dispositions spécifiques peuvent être adaptées (nature et périodicité) pour les inspections en service et les inspections hors exploitation détaillées sur la base de guides reconnus par le ministre chargé du développement durable.

Constats :

Les réservoirs soumis à l'article 29 de l'arrêté du 03 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sont suivis par le service inspection de Kem One Lavera qui fait partie du service inspection reconnu de Kem One Lavera. La liste des équipements suivis par le service inspection a été transmise par l'exploitant à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en amont de l'inspection par mail du 13 septembre 2024.

Le périmètre du plan de modernisation des installations industrielles (PMII) est également suivi par le service Hygiène Sécurité Environnement (HSE). Une mise à jour de la note « périmètre du plan de modernisation des installations industrielles - recensement des équipements concernés », qui a été adressée à l'inspection le 13 septembre 2024, a été actualisée et transmise à l'inspection par courriel le 17/01/25. Elle mentionne les équipements soumis à l'article 29 de l'arrêté du 03 octobre 2010 susmentionné.

Le guide d'inspection et de maintenance des réservoirs aériens cylindriques verticaux (DT 94) reconnu par l'État est appliqué.

Pour chaque réservoir, le service inspection effectue des visites de routine (VR) tous les ans, des inspections externes détaillées (IED) tous les 5 ans et des visites d'inspection hors exploitation détaillée (VHED). Ces dernières sont à effectuer tous les 10 ans avec possibilité de report qui ne saurait excéder 10 ans. Pour cela, le service inspection évalue la criticité du réservoir après chaque visite de routine et chaque inspection, en calculant la probabilité de défaillance et la gravité, afin de conclure sur la date de la prochaine VHED ainsi que sur le programme et le plan d'inspection du réservoir.

L'exemple du bac R811A est présenté à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant présente la synthèse des risques à date (03/09/24), qui est l'analyse de criticité du bac. Cette synthèse présente l'ensemble des visites et inspections à réaliser pour ce bac ainsi que le contenu de chacune d'elle. Par sondage, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement a vérifié l'exhaustivité des contrôles à effectuer et mentionnés dans la réglementation.

Le service inspection présente également le rapport de la dernière visite quinquennale du bac du 15/10/2020. Lorsque l'inspection du bac fait ressortir la nécessité de travaux, la demande de travaux est fournie par le service inspection via un rapport provisoire d'inspection au service technique. Le service inspection suit la réalisation des travaux via un logiciel et inscrit à la main sur le rapport provisoire d'inspection « travaux réalisés » lorsque les réparations ont été faites. L'exemple du rapport provisoire 201015/1600/EB valant demande des travaux est présenté mais aucune justification de réalisation des travaux n'a pu être fournie par le service inspection ; bien que la mention « travaux réalisés » avait bien été inscrite manuellement sur la demande de travaux. Le service technique a cependant bien pu justifier la réalisation des travaux par la présentation d'un ordre de travail (OT) datant d'avril 2021 et indiquant bien les travaux réalisés : « nettoyage et reprise peinture toit R811A ». Le rapport de la visite quinquennale intègre également les rapports des entreprises extérieures spécialisées, par exemple pour les contrôles des déformations géométriques éventuelles ou d'épaisseurs de la robe effectués par Mistras. Le service inspection présente également le rapport de la dernière visite de routine (rapport VR R811A du 16/12/21) ainsi que le logiciel de suivi des inspections (VR, IED, VHED) qui trace les dates de réalisation des visites et inspections.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Capacités et tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Vieillissement

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables :

1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et
2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou
3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou
4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou

5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411, sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Sont exclus du champ d'application de cet article : - les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et - les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et - les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé.

Constats :

Les capacités et tuyauteries sont suivies par le service inspection de Kem One Lavera qui fait partie du service inspection reconnu (SIR) de Kem One Lavera. La liste des équipements suivis par le service inspection a été transmise par l'exploitant à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en amont de l'inspection par mail du 13 septembre 2024.

Le périmètre du plan de modernisation des installations industrielles (PMII) est également suivi par le service Hygiène Sécurité Environnement (HSE). Il figure dans la note « périmètre du plan de modernisation des installations industrielles - recensement des équipements concernés » visée dans le précédent constat.

Concernant le périmètre, l'exploitant précise que les équipements suivis dans le cadre de la réglementation relative aux équipements sous pression sont exclus du champ de suivi du PMII. De plus, l'exploitant indique appliquer le filtre technologique en s'appuyant sur les études de dangers du site et le guide technique reconnu par l'administration. Pour cela, seule la défaillance liée au vieillissement est prise en compte et les accidents susceptibles d'engendrer une gravité important selon l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation. L'inspection rappelle les différents cas pour avoir un niveau de gravité important selon l'arrêté du 29 septembre 2005 car l'exploitant mentionne uniquement le cas des zones présentant des seuils d'effets létaux significatifs. L'exploitant indique qu'il revérifiera pour la finalisation de la note définissant le périmètre du PMII, mais que les différents cas sont bien pris en compte lors de la réalisation des EDD ou de leurs révisions.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Réservoirs aériens cylindriques verticaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Vieillissement

Prescription contrôlée :

4-1. Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :

- supérieure à 10 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou
- supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou
- supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et
- les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Constats :

Les réservoirs soumis à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sont suivis par le service inspection de Kem One Lavera qui fait partie du service inspection reconnu (SIR) de Kem One Lavera. La liste des équipements suivis par le service inspection a été transmise par l'exploitant à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en amont de l'inspection par mail du 13 septembre 2024.

Le périmètre du plan de modernisation des installations industrielles (PMII) est également suivi par le service Hygiène, Sécurité, Environnement (HSE). Il figure dans la note « périmètre du plan de modernisation des installations industrielles - recensement des équipements concernés » visée dans le premier constat.

La note du périmètre du PMII précise que l'ensemble des guides techniques reconnus par l'administration sont pris en compte par l'exploitant. Concernant les réservoirs soumis à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010, le guide DT94 mentionné au point de contrôle 1 est pris en compte.

Concernant le périmètre, l'exploitant a bien recensé les produits présentant les mentions de dangers indiquées dans la réglementation ainsi que les volumes des réservoirs. Pour l'exclusion selon le risque environnemental, l'exploitant applique le guide technique « guide professionnel pour la définition du périmètre de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 » (DT90) et mentionne une étude hydrogéologique réalisée par Aquila Conseil en 2012 qui conclut à l'absence de voies de transfert depuis les rétentions vers une nappe exploitée ou susceptible d'être exploitée pour des usages agricoles ou en eau potable. Cependant, pour les zones hors rétention, l'exploitant a classé l'ensemble du site en zone de sensibilité 3 selon la méthode donnée par le guide technique DT90 susmentionné compte-tenu de la proximité de la mer et du système de collecte des eaux pluviales. Ainsi, l'exploitant conclut qu'il n'y a pas d'exclusion selon le risque environnemental.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Massifs des réservoirs et cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement
Prescription contrôlée : <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. <p>L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.</p> <p>L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.</p>
Constats : <p>Les ouvrages soumis à l'article 6 de l'arrêté du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sont suivis par le service technique de Kem One Lavera.</p> <p>Le périmètre du plan de modernisation des installations industrielles (PMII) est également suivi par le service Hygiène Sécurité Environnement (HSE).. Il figure dans la note « périmètre du plan de modernisation des installations industrielles - recensement des équipements concernés » visée dans le premier constat</p> <p>L'exploitant indique que toutes les cuvettes du site sont suivies avec le même niveau d'exigence que les cuvettes soumises à l'article 6 de l'arrêté susmentionné. L'exploitant présente la liste des cuvettes du site qui indique tout de même celles qui sont réellement soumises à cet article 6. Deux personnes du service technique sont en charge du suivi des cuvettes de l'établissement.</p> <p>Le « guide de surveillance des ouvrages de génie civil et structures » (DT92) reconnu par l'administration est appliqué par l'exploitant pour le suivi des cuvettes de rétention.</p> <p>Il existe un classeur par cuvette qui regroupe l'ensemble des éléments relatifs à la cuvette. Les exemples des cuvettes RG07, RG10 et RG12 sont présentés.</p>

Chaque classeur comporte notamment un dossier de surveillance qui présente l'état descriptif de la cuvette, le récapitulatif des points de surveillance de la cuvette, le plan de localisation de la cuvette, le contenu du dossier technique (plans etc), l'historique de surveillance et d'intervention et les rapports de visite.

Dans l'état descriptif, la catégorie (mentionnée dans le DT92) de la cuvette est indiquée. Cependant, toutes les cuvettes font l'objet d'une inspection tous les ans ; et ce quelle que soit la catégorie de celles-ci. Le récapitulatif des points de surveillance présente l'ensemble des désordres possibles. Dans les rapports de visite, les lieux des désordres repérés sont indiqués sur un plan et des photos des désordres sont prises et ajoutées au rapport. Chaque désordre est classé selon les niveaux de désordre donnés dans le guide DT92, ce qui donne lieu à différents types d'intervention associés à des délais différents, également donnés par le DT92 et appliqués par l'exploitant. Ces différents types d'intervention et leurs délais sont d'ailleurs rappelés dans les classeurs des ouvrages.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesures de maîtrise des risques instrumentées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7

Thème(s) : Risques accidentels, Vieillesse

Prescription contrôlée :

Le présent article est applicable aux mesures de maîtrise des risques, c'est-à-dire aux ensembles d'éléments techniques et/ ou organisationnels nécessaires et suffisants pour assurer une fonction de sécurité, faisant appel à de l'instrumentation de sécurité visées par l'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé et présentes au sein d'un établissement comportant au moins une installation seuil bas ou seuil haut définie à l'article R. 511-10 du code de l'environnement.

Sont exclues du champ d'application de cet article les mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité dont la défaillance n'est pas susceptible de remettre en cause de façon importante la sécurité lorsque cette estimation de l'importance est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité.

A l'issue de cet état initial, il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques.

L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.

Constats :

Les mesures de maîtrise des risques instrumentées (MMRI) sont suivies par le service technique. Le périmètre du PMII est suivi par le service Hygiène, Sécurité, Environnement. Il est précisé dans la note évoquée ci-avant dans le rapport.

Concernant les MMRI, cette note indique dans un premier temps dans le paragraphe des équipements visés : « Mesures de Maîtrise des Risques (MMR), faisant appel à de l'instrumentation de sécurité agissant dans les scénarios d'accidents relevant de la ligne « désastreux ». L'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement indique que le guide méthodologique pour la gestion et la maîtrise du vieillissement des mesures de maîtrise des risques instrumentées (DT93), pris en compte par l'exploitant, indique que les MMRI « devant faire l'objet d'un suivi particulier, en application des dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 4 octobre 2010, [sont les MMRI pour lesquelles] l'application d'une probabilité de défaillance égale à 1 ferait passer l'accident potentiel correspondant dans une case MMR rang 2 ou NON de la grille de la circulaire du 10 mai 2010 avec un niveau de gravité au moins "important" selon l'arrêté du 29 septembre 2005. ». L'inspection rappelle également les différents cas pour avoir un niveau de gravité important selon l'arrêté du 29 septembre 2005 car l'exploitant mentionne uniquement le cas des zones présentant des seuils d'effets létaux significatifs.

Cependant, l'exploitant indique que l'ensemble des MMRI mentionnées dans les études de dangers du site sont classées dans le périmètre PMII et donc sont suivies avec le même niveau d'exigence, qui est celui mentionné dans l'article 7 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010. La liste des MMRI a été transmise à l'inspection par mail du 13 septembre 2024.

Type de suites proposées : Sans suite